
PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

portant protection des landes et tourbières de LOCARN

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76-629 du 10 Juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature, notamment ses articles 3 et 4 ;

VU le décret n° 77-1295 du 25 Novembre 1977 pris pour l'application des articles 3 et 4 de la loi n° 76-629 du 10 Juillet 1976 précitée et notamment son article 4 ;

VU le décret n° 77-1301 du 25 Novembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 Juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant la Commission Départementale des Sites ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 17 avril 1981 fixant la liste des espèces protégées et plus particulièrement l'article 1er visant les oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 20 Janvier 1982 visant les espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;

VU les demandes de protection des landes et tourbières de LOCARN en date du 6 Septembre 1983 présentée par l'Association pour la protection des Landes de LOCARN et du 3 Octobre 1983 présentée par la Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne ;

VU l'avis de M. le Maire de LOCARN en date du 31 mai 1988 ;

VU l'avis de M. le Président de la Chambre d'Agriculture des Côtes d'Armor en date du 28 juin 1988 ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale des Sites siégeant en formation de protection de la nature en date du 6 Juillet 1988 ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 18.7.1988 portant protection des landes et tourbières de LOCARN

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor

- ARRETE -

ARTICLE 1 – Afin de protéger la faune et la flore, sont interdits, sur une partie du territoire de la commune de LOCARN dont les parcelles cadastrales concernées représentant une superficie de 172 ha 32 a 56 ca figurent en annexe I au présent arrêté, toutes actions ou travaux susceptibles de porter atteinte à l'équilibre biologique du milieu, à l'alimentation, la reproduction, le repos et la survie des espèces animales et végétales présentes, protégées au titre de la loi du 10 Juillet 1976.

ARTICLE 2 : – Sont interdits sur les parcelles figurant à l'annexe I :

. la pratique de la moto tout terrain ou d'autres véhicules terrestres à moteur, sauf pour motif professionnel,

. l'usage du feu, même pour les défrichements,

. le boisement, hormis celui des parcelles ou parties de parcelles définies sur le plan ci-joint comme déjà boisées ou comme susceptibles d'être boisées. L'exploitation et l'entretien des boisements existants ainsi que leur renouvellement ne sont pas concernés par cet arrêté,

. la destruction, la coupe, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement des végétaux pour d'autres raisons que celles de l'exploitation agricole et forestière,

. les dépôts, rejets ou épandages, en dehors des zones boisées ou à boiser, de tous produits ou matériaux susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du milieu,

. les constructions en dur, permanentes ou temporaires, l'imperméabilisation du sol, la création de chemins cimentés ou bitumés,

. les exhaussements, les affouillements du sol de déroctages

. les extractions de matériaux et toutes activités industrielles (sauf celles mentionnées à l'article 3 ci-après),

. le drainage, l'assèchement, le sous-solage sauf dans les parties boisées ou à boiser,

. le recreusement, le calibrage et le redressement des cours d'eau.

ARTICLE 3 – Sur la parcelle de la section A2 n° 355 la poursuite de l'extraction de sable est exceptionnellement autorisée dans la mesure où elle conserve un caractère non commercial.

ARTICLE 4 – Afin de préserver la reproduction des espèces animales et végétales présentes sur le site, protégées par la loi du 10 Juillet 1976, sont interdites pendant toute la durée de reproduction, soit du 15 Avril au 15 Août, les activités susceptibles de porter atteinte au calme et à la tranquillité des lieux et notamment :

- . la pratique des Ultra Légers Motorisés et du Delta-plane ou aile volante,
- . le survol à basse altitude de tout type d'aéronef,
- . la pratique de l'aéromodélisme, même non motorisé,
- . la pratique du tir en dehors de la période d'ouverture de la chasse (ball-trap),
- . les battues et la divagation des chiens.

ARTICLE 5 – Les dispositions visées aux articles 2 et 4 ne concernent pas les travaux nécessaires au maintien de l'équilibre biologique, aux aménagements de protection ou de restauration des milieux naturels et à la mise en valeur écologique du milieu. Ces travaux doivent être toutefois autorisés par M. le Préfet des Côtes d'Armor après consultation du Comité de Gestion prévu à l'article 6.

ARTICLE 6 – Il est institué un comité consultatif de gestion du biotope des "Landes de LOCARN" présidé par M. le Préfet des COTES D'ARMOR ou M. le Sous-Préfet de GUINGAMP comprenant :

- M. le Maire de LOCARN ou son représentant,
- M. le Président du Conseil Général ou son représentant,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement ou son représentant
- Deux représentants des propriétaires
- Deux représentants de la SEPNB
- M. le Président de l'Université de RENNES (Laboratoire d'Ecologie Végétale)
- M. le Directeur du Conservatoire Botanique de BREST ou son représentant
- M. le Président de la Fédération Centre Bretagne Environnement (FCBE)
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs ou son représentant
- Toute personne physique ou morale dont les compétences peuvent être utiles à la gestion du site et qui a été invitée par M. le Préfet ou M. le Maire.

ARTICLE 7 – Le Comité consultatif de gestion est réuni annuellement en tant que de besoin par M. le Préfet ou son représentant. Il est chargé de gérer et d'administrer les landes de LOCARN et notamment :

- . définir et proposer des mesures complémentaires ou nouvelles, notamment en matière de réglementation,
- . donner son avis sur les aménagements projetés,
- . effectuer des actes courants de gestion,
- . organiser la surveillance des lieux,

ARTICLE 8 – L'arrêté préfectoral du 18 Juillet 1978 est abrogé.

ARTICLE 9 – Le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES D'ARMOR, le Sous-préfet de GUINGAMP, le Maire de LOCARN, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional de l'Environnement, le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Côtes d'Armor, les gardes nationaux de la Chasse et de la Faune Sauvage et tous les agents ayant compétence en matière de protection de la nature sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché en mairie de LOCARN

Fait à SAINT-BRIEUC, le 14. 10. 1994

LE PREFET